

Projet de renforcement du système de gestion des déchets solides en Haïti

Juin 2020



Contexte

La gestion des déchets est l'un des services publics essentiels au 21^{ème} siècle, en particulier dans les zones urbaines (Global Waste Management Outlook, 2015). En Haïti, ce problème crucial illustre l'impact de l'urbanisation incontrôlée dans le pays. La plupart des villes sont confrontées à des déficits considérables en matière de collecte et d'élimination des déchets solides municipaux, qui entraînent une pollution de l'air, de l'eau et du sol, de graves problèmes d'hygiène et de santé publique, ainsi que des risques infrastructurels. Dans le même temps, les principaux facteurs de croissance économique potentielle pour le pays tels que le tourisme et les investissements étrangers sont menacés par les problèmes de gestion des déchets.

Des données récentes démontrent l'ampleur du problème : sur la base d'un taux moyen de production de déchets de 0,7 kg par habitant (dans les zones urbaines et rurales), la population vivant dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, qui compte quelque 3,5 millions d'individus, génère environ 9 800 m³ (2 450 tonnes métriques) par jour de déchets solides municipaux, ce qui équivaut à 3,6 millions de m³ (900 000 tonnes métriques) par an (MTPTC-UGDS/PNUD, 2015). Selon une étude récente menée à Port-au-Prince, seulement 37 % des déchets sont collectés quotidiennement, ce qui signifie qu'environ 6 000 m³ ne sont pas ramassés, s'empilent de jour en jour dans les rues et obstruent le système de drainage, provoquant des inondations en période de fortes pluies.

Bien que cette étude concerne essentiellement Port-au-Prince, la réalité de la capitale reflète la situation dans l'ensemble du pays, caractérisée par le manque cruel des équipements de base, des connaissances techniques et des capitaux nécessaires pour investir dans un système de GDS adéquat. De plus, compte tenu de l'insuffisance des équipements requis pour le traitement des déchets provenant des hôpitaux, des cliniques et d'autres services connexes, la gestion des déchets solides augmente en complexité dès lors que viennent s'y greffer des déchets dangereux issus du secteur des soins de santé. Cette situation est assez courante dans le pays. Elle est due à l'ignorance des procédures en vigueur dans ce domaine et au nombre insuffisant d'équipements adéquats pour le traitement découlant d'une faiblesse accrue dans la gouvernance.

Objectifs

Objectif Général : Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations ciblées sur l'ensemble du territoire national par la gestion appropriée des déchets solides conformément à l'ODD 11.

Objectifs Spécifiques :

- Promouvoir avec les Collectivités Territoriales un Système Communal ou Intercommunal Intégré de Gestion des Déchets dans le cadre d'une politique environnementale favorisant l'économie circulaire et basée sur les 4 R (Réutilisation, Réduction, Réparation et Recyclage).
- Appuyer les efforts de concertation et de réflexions sur la problématique de GDS en Haïti pour favoriser la proposition d'éléments de réformes appropriées et nécessaires dans le secteur.



Alignement avec le plan stratégique de développement d'Haïti

Le projet s'aligne au Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH) du Gouvernement haïtien qui identifie le renforcement et le développement de systèmes de gestion de déchets solides (GDS) au titre de ses actions prioritaires et qui veut mettre en place une stratégie visant à réformer le secteur de la GDS en Haïti d'ici 2030.



Domaine d'intervention
Environnement et Assainissement



Budget
8,530,967.00 \$US



Montant décaissé
691,194.00 \$US



Durée du projet
Mars 2018 – Mars 2023



Partenaires
MDE/SNGRS, MICT & Mairies de Ouanaminthe, Jérémie et Mirebalais



Bailleurs de fonds
Gouvernement du Japon et le PNUD



Localisation
Ouanaminthe, Jérémie et Mirebalais



Contact

Chef de projet
Jacques Washington Joseph
jacques-washington.joseph@undp.org

Représentant Résident
Fernando Hiraldo
fernando.hiraldo@undp.org

Ministère de l'Environnement
Louis Evans, Directeur DCVA/MDE
evans.louis@mde.gouv.ht



Haïti

Programme des Nations Unies pour le développement
14 rue Reimbold, Bourdon

www.ht.undp.org

Suivez-nous sur :    



Résultats atteints

- Une assistance technique et des ressources matérielles mises à disposition du MDE/SNGRS ;
- L'étude de base du projet, trois plans communaux de GDS et un programme de renforcement des capacités réalisés et complétés pour les municipalités partenaires ;
- Un partenariat développé avec l'Université d'État d'Haïti (UEH) pour encourager et promouvoir la production et la diffusion de connaissances sur la GDS en Haïti ;
- Un groupe thématique, 2 plateformes communautaires et 27 comités de quartiers établis respectivement aux niveaux national, communal et local pour appuyer les efforts de GDS ;
- Deux municipalités partenaires assistées dans leurs efforts d'assainissement et de sensibilisation favorisant ainsi la participation et l'engagement communautaire ;
- Un concours de textes réalisé avec 131 élèves de 22 écoles, conjointement avec le bureau du district scolaire de Ouanaminthe, sur la problématique de GDS dans la municipalité.

ODD priorités



Concertation d'acteurs du secteur de la GDS – Atelier de constitution du Groupe thématique de gestion durable de déchets de la table sectorielle de l'environnement.

Résultats escomptés du projet

1. Une assistance technique est mise à disposition du ministère de l'Environnement pour la définition d'une stratégie durable en matière de gestion des déchets solides aux niveaux national et local (municipal) selon une approche participative, tenant compte des sexospécificités et sur la base du cadre juridique en vigueur.
2. Les capacités sont renforcées en matière de gestion des déchets solides dans les municipalités de deux pôles régionaux de développement par l'instauration d'un mécanisme efficace, sensible à la dimension de genre et rentable.
3. Des infrastructures critiques innovantes pour la gestion des déchets solides sont mises en place, qui facilitent le développement économique inclusif et équitable.

Prochaines étapes

- Lancement officiel et appui au Groupe thématique de gestion durable de déchets de la table sectorielle de l'environnement pour la formulation de propositions d'éléments de réformes du secteur de GDS ;
- Accompagnement du SNGRS dans ses efforts de restructuration et de renforcement pour fournir de meilleurs services à la population ;
- Lancement des activités de recherches sur le secteur de la GDS avec les universités ;
- Poursuite des efforts de renforcement des capacités internes des municipalités incluant acquisition d'équipements et de matériels, visites d'échanges et de partage d'expériences avec les parties prenantes, formations et assistance technique aux acteurs locaux en matière de GDS, appui direct aux entreprises et groupes locaux impliqués dans la GDS ;
- Conduite des études préalables à la mise en place des infrastructures de GDS à l'issue du processus d'identification et de mise à disposition de terrain appropriés et adaptés.
- Programme efficace d'éducation et de sensibilisation à la gestion des infrastructures et des services



Protocole d'accord PNUD-UEH pour la promotion de recherches et la vulgarisation de connaissances et de bonnes pratiques en matière de GDS

Défis et opportunités

Un engagement réel des institutions et acteurs concernés pour une réglementation du secteur au regard de la loi de septembre 2017 portant Création, Organisation et Fonctionnement du Service National de Gestion des Résidus Solides (SNGRS).

La réussite de cette approche intégrée régionale pilote - en matière de gestion des déchets solides - qui sera mise en œuvre par le projet aura des répercussions concrètes sur les zones concernées, ce qui créera un impact visible, et qui pourra être répliquée à l'échelle nationale. D'où la nécessité de convaincre les parties prenantes nationales et internationales que cette approche offre une alternative viable pouvant assurer le service de collecte des déchets et leur élimination, et promouvoir le développement économique dans les zones rurales d'Haïti.

L'appropriation du projet par les autorités et acteurs locaux facilitera une active implication des parties prenantes et le développement de synergie et de partenariats susceptibles de favoriser la recherche concertée de solutions appropriées et efficaces pour assurer la viabilité et la durabilité des actions du projet.



Campagne de sensibilisation et d'information dans les écoles de Ouanaminthe pour encourager l'engagement citoyen et les réflexions des élèves sur la problématique de GDS dans la Commune

